



Accueil par l'ambassadeur belge

Dans le cadre de sa participation au panel des Nations unies "The Power of Empowered Women", Sabine de Bethune a été accueillie, à son arrivée à l'aéroport de Genève, par le représentant permanent de la Belgique auprès des Nations unies, M. l'ambassadeur **Bertrand de Crombrughe de Picquendaele**. M. l'ambassadeur a accompagné Mme de Bethune à l'UIP (Union interparlementaire) où il était prévu qu'elle ait un entretien avec le secrétaire général, M. Anders Johnsson.

Entretien avec Anders Johnsson, secrétaire général de l'UIP

Plan d'action pour des parlements sensibles au genre

Dans le cadre du "Plan d'action pour des parlements sensibles au genre" adopté à l'unanimité par l'UIP en octobre 2012, le fonctionnement de plusieurs parlements dans le monde (entre autres, au Chili, en Turquie et au Rwanda) est évalué en fonction de la sensibilité au genre. L'UIP procède à cette évaluation en collaboration avec les parlements des pays respectifs.

Anders Johnsson demande au Parlement belge d'évaluer son propre fonctionnement sur la base du plan d'action. Parmi les parlements évalués actuellement, il n'y a aucune « vieille » démocratie européenne. Il serait intéressant de comparer les résultats belges avec ceux de pays où le processus de démocratisation est plus récent.



La Présidente du Sénat, Sabine de Bethune, et Anders Johnsson, Secrétaire général de l'UIP

Mme de Bethune évoque la réforme prochaine du Sénat de Belgique qui donnera lieu à une refonte complète du mode de fonctionnement et qui aura aussi des répercussions en matière de genre, dès lors que les sénateurs ne seront plus élus directement et que la loi sur les quotas ne sera donc plus applicable. Il est toutefois prévu que les parlements des entités fédérées devront faire en sorte qu'un maximum de deux tiers des délégués au Sénat soit du même sexe.

Anders Johnsson et Sabine de Bethune sont d'accord sur le principe que l'évaluation ne portera pas uniquement sur le Sénat, mais devra aussi concerner la Chambre des représentants.

Réunion UIP des présidentes de parlement / accord de siège avec l'UE

Anders Johnsson demande à Mme de Bethune si elle est disposée à organiser en Belgique l'une des prochaines réunions des présidentes de parlement de l'UIP. Cette initiative est toutefois entravée par le fait que l'UIP ne dispose pas actuellement d'un accord de siège avec l'UE. Il en résulte qu'à cause des sanctions européennes contre le Zimbabwe, ce pays ne peut pas envoyer de délégation. M. Johnsson s'entretiendra bientôt avec Catherine Ashton pour plaider en faveur d'un accord de siège et il apprécierait fortement de pouvoir compter également sur le soutien de la Belgique sur ce point.

Panel des Nations unies "The Power of Empowered Women"



Quelques membres du panel: Livia Járóka (Membre du Parlement européen), Mervat Tallawy (Présidente du Conseil national des femmes de l'Égypte), Sabine de Bethune, modératrice Ghida Fakhry (Al Jazeera), Barbara Hendricks (cantatrice; Honorary Lifetime Goodwill Ambassador UNHCR) et Ruth Dreifuss (ancienne Présidente de la Suisse)

Dans le cadre de la 22e session du Conseil des droits de l'homme, le groupe des ambassadrices auprès des Nations unies a organisé, en collaboration avec l'UIP, un panel devant lequel ont témoigné des femmes qui s'engagent en faveur des droits des femmes dans divers domaines (économique, politique et juridique) et aux quatre coins du monde. La liste des participantes au panel et leur biographie succincte sont disponibles à l'adresse <http://power-of-empowered-women.net/participants/>.

Selon les organisateurs, le panel avait pour but de ne plus présenter les femmes uniquement comme des victimes de la guerre, de la violence et de la discrimination,

mais, au contraire, de mettre en lumière le rôle actif qu'elles jouent très souvent dans la construction de leur propre société, en situation postconflictuelle ou non.



Kassym-Jomart Tokayev, Directeur général de l'Office des Nations unies à Genève, et **Navanethem Pillay**, Haut commissaire aux droits de l'homme, ont prononcé les discours d'ouverture du panel.

M. Tokayev a souligné, en particulier, l'importance de l'organisation ONU Femmes, fondée en 2011, qui milite pour l'élaboration de normes internationales en matière de droits des femmes et en soutient l'application dans les États membres des Nations unies. Selon M. Tokayev, le dernier rapport annuel des Nations unies a prouvé une fois de plus que les femmes sont souvent la force motrice de la croissance économique. Au sein même de leur organisation, les Nations unies promeuvent aussi l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes et s'efforcent de faciliter la conciliation entre le travail et la vie de famille pour leur personnel.

Dans sa contribution au panel, Mme de Bethune a abordé les lois belges sur les quotas grâce auxquelles, à l'heure actuelle, 40 pour cent des parlementaires belges (à tous les niveaux) sont des femmes et la Belgique occupe la 12^e position au classement des pays dont les parlements comptent le plus de membres féminins. Toutefois, ce n'est pas qu'une question de quantité; l'important est aussi et surtout la qualité. Il faudrait en effet que la dimension du genre soit prise en compte encore bien davantage, et ce dans tous les domaines politiques. Dans une perspective globale, la Présidente du Sénat a mentionné la résolution 1325 des Nations unies (sur les femmes, la paix et la sécurité) qui a donné lieu à l'adoption d'une résolution au Sénat et à l'élaboration d'un plan d'action belge.

La Présidente du Sénat a lancé un appel pour généraliser les quotas (avec le slogan "Half of the world, half of the power"), non seulement en politique mais aussi dans les domaines économique et social. En principe, le Plan d'action de l'UIP pour des parlements sensibles au genre peut être appliqué à n'importe quelle institution. Pour la prochaine période des objectifs de développement (l'après-2015), les droits des femmes devront être une priorité à part entière et pas seulement une partie des autres objectifs.